

Emilie CHALAS
Olivier VERAN
Députés de l'Isère

Communiqué de presse conjoint

Violences à Grenoble « l'insoutenable devient insupportable. Il faut agir sans délai »

Les jours se suivent et se ressemblent dans notre métropole grenobloise, et avec eux leur lot de violences inacceptables. L'assassinat d'Adrien Perez devant la discothèque le Phoenix le 29 juillet a été un traumatisme pour chacun d'entre nous, en atteste la large mobilisation lors de la marche blanche organisée dans les rues de Grenoble ce mercredi 8 août. Hélas, quelques heures plus tard à peine, cette violence qui gangrène notre territoire depuis tant d'années et semble s'accroître sans cesse, a de nouveau frappé, place des géants dans le quartier de la Villeneuve. Nous n'oublions pas non plus le jeune homme de 20 ans roué de coups lundi dernier, rue Chenoise, ainsi que l'homme de 27 ans gravement blessé à l'arme blanche, au parc Paul Mistral. Nos pensées vont évidemment aux victimes et à leurs proches.

L'intenable devient insupportable, aussi il faut agir sans délai. Nous n'acceptons, et n'accepterons jamais la violence qui ravage le bien vivre à Grenoble, et nous la combattons de toutes nos forces. Il faut de toute urgence condamner sans trembler ceux qui agressent, et prévenir l'apparition des agresseurs de demain. Au-delà du travail que fait la justice sur notre territoire, nous devons être à même de porter une politique ambitieuse pour restaurer la sécurité au sein de notre Métropole et de sa ville-centre.

Nous attendons une réaction ferme du maire de Grenoble. Il est temps que l'équipe municipale sorte de son incompréhensible déni. Il n'est plus acceptable d'entendre pour seule réponse du maire de Grenoble « la sécurité, c'est pas moi c'est l'Etat ! ». La sécurité et la prévention de la délinquance font évidemment intégralement partie des compétences du maire, sinon à quoi bon même conserver une police municipale ? Il est de nombreux leviers encore dont dispose une municipalité pour contribuer à la sécurité de ses habitants, de l'aménagement des espaces publics aux mesures de prévention et d'action sociale, sans oublier bien sûr la vidéo-surveillance et la gestion de l'éclairage public.

Ces engagements sont indispensables à l'action des forces de l'ordre et permettraient de réunir les conditions de mise en place de la police de sécurité du quotidien sur le territoire, que nous appelons tous de nos vœux. Ces moyens viendraient s'ajouter à l'augmentation des effectifs de gendarmerie et des moyens supplémentaires alloués à la police nationale dans l'agglomération pour lesquels s'est déjà engagé le gouvernement et que nous continuerons d'appuyer.

Nous renouvelons notre main tendue à l'équipe municipale pour travailler de concert et de manière transpartisane, en lien avec les services de l'Etat pour répondre à une situation d'une extrême gravité. Nous devons en considérer l'ensemble des enjeux, de court et de long termes, y compris la question cruciale du désenclavement social et économique de nos quartiers. Donnons à nos jeunes la sécurité et les perspectives d'avenir qu'ils méritent. Ne laissons pas sombrer la capitale des Alpes, faisons d'elle une Métropole réellement apaisée, attractive et prospère.

Contacts-presse :

Bertrand Biju-Duval (06.37.53.75.17 – emilie.chalas@assemblee-nationale.fr)

Loic Terrenes, attaché parlementaire (06.40.91.73.42 – contact@olivier-veran.fr)